



**COMMUNE DE PEILLONNEX**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**du CONSEIL MUNICIPAL**

---

**Le 15 DECEMBRE 2015**, le Conseil Municipal, dûment convoqué le 8 décembre 2015, s'est réuni en session ordinaire en Mairie, sous la présidence de Monsieur Daniel TOLETTI, Maire.

Présents : Daniel TOLETTI, Daniel VUAGNOUX, Catherine BOSC, Agnès GRIVAZ, Josiane COUDURIER-BŒUF, Michel BERTHET, René CARME, Annie MOREAU, Sylvaine BOIG, Denis QUIVET, Hervé BEL, Patrick REY, Céline GROS

Absents : Christian RAIMBAULT (pouvoir à Daniel TOLETTI), Nathalie RUFFIN (pouvoir à Catherine BOSC)

Secrétaire de séance : Annie MOREAU

Conseillers présents : 13

Conseillers absents : 2

Votants : 15

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint.

La séance débute à 20h15

**OBJET : DELIBERATION N° D069-15 – DELIBERATION PRESCRIVANT LA REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS VALANT ELABORATION DU PLU : OBJECTIFS POURSUIVIS ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION**

---

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.110, L.121-1, L.123-6 et L.300-2 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 14 juin 1993 ayant approuvé le Plan d'Occupation des Sols (POS) ;

**Vu** l'arrêté n° 2009/751 du 17 mars 2009 de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie validant le périmètre du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale (SCOT) des Trois Vallées ;

**Vu** l'arrêté n°2012030-0009 du 30 janvier 2012 de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie portant création du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale des Trois Vallées ;

**Vu** les délibérations du 10 octobre 2012 et du 17 septembre 2014 prescrivant l'élaboration du SCOT des Trois Vallées et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;

Monsieur le Maire expose les raisons de la mise en révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) :

- La commune de PEILLONNEX possède un plan d'occupation des sols approuvé le 14 juin 1993, la dernière révision de ce document d'urbanisme date du 5 mars 2002,
- De nombreuses évolutions législatives et réglementaires sont intervenues depuis l'approbation du POS, et notamment :
  - o La loi du 10 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,
  - o La loi du 26 mars 2014 pour l'Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové (ALUR),
  - o La loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,
  - o La loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

- La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique.
- La révision du POS valant élaboration du PLU intégrera ces nouvelles dispositions et notamment : la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols, la lutte contre la perte de biodiversité, l'aménagement numérique du territoire et à la maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risques notamment...

Par ailleurs le PLU doit être compatible avec le SCOT des TROIS VALLEES (en cours d'élaboration).

De plus, la Commune est soumise, sur l'intégralité de son territoire, à la Loi du 9 janvier 1985 dite Loi Montagne codifiée aux articles L.145-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

### **Considérant,**

qu'il y a lieu de mettre en révision le POS et son transfert en PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles R.123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

- qu'il y a lieu de notifier la présente procédure aux personnes publiques mentionnées à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, et de demander l'association des services de l'État conformément à l'article L.123-7 du même code ;
- qu'il y a lieu de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation conformément aux articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme.

### **Après exposé et en avoir délibéré Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

### **DECIDE**

**1°)** de prescrire la révision du document d'urbanisme local sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles R.123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

**2°)** que les objectifs poursuivis par la commune de PEILLONNEX et motivant la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols et son transfert en Plan Local d'Urbanisme sont les suivants :

#### **Sur le thème : Biodiversité et ressources naturelles**

Poursuivre la réalisation et les mises aux normes des réseaux :

Améliorer le réseau d'assainissement existant.

Poursuivre la gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Préserver les espaces agricoles de valeur économique comme Le Char pour maintenir l'homogénéité des tenements agricoles, l'existence d'angles d'ouverture sur les parcelles exploitées, ...

Pérenniser les activités du centre équestre pour son rôle agricole, économique et touristique

Respecter les contraintes /sensibilités environnementales propres à la commune

- En veillant au maintien des espaces naturels spécifiques (ZNIEFF Marais des Tattes, ruisseau du Thy, zones humides Vers Les Bûches / en forêt de Peillonex, Marais des Tattes, Cénoche Sud-Est, Les Moulins Sud-Ouest ...),
- En intégrant les objectifs de gestion du contrat de territoire de l'Espace Naturel Sensible Marais Des Tattes,

Préserver les abords naturels et pâturés du prieuré de PEILLONNEX constituant une ceinture verte mettant en surplomb le chef-lieu et son prieuré.

#### **Sur le thème : Énergie et changement climatique**

Faire un bilan énergétique des bâtiments publics (éclairage public, école, mairie salle polyvalente, ...) et identifier les enjeux énergétiques qu'ils représentent.

Veiller aux possibilités de mise en oeuvre de la production d'énergie renouvelable y compris lors du réinvestissement des constructions anciennes.

En termes de déplacement et de mobilité

- Réduire les gaz à effet de serre et améliorer la desserte communale par les transports collectifs (réseau LIHSA, réseau proximité, ...)

### **Sur le thème : Santé et environnement**

Préserver et améliorer la qualité de l'air

En faisant un bilan de la qualité de l'air du territoire

Préserver et valoriser la qualité de l'eau consommable

En poursuivant et en accompagnant les protections de la ressource en eau

Gérer les aléas naturels et technologiques

En veillant à ne pas augmenter les aléas pour les biens et les personnes au regard des phénomènes naturels et technologiques

### **Sur le thème : Aménagement et gestion de l'espace**

Adapter la croissance démographique tenant compte du contexte territorial.

Travailler sur les densités urbaines

Poursuivre l'organisation territoriale existante par un renforcement équilibré du poids urbain notamment sur le bourg, et lorsque cela est possible, sur les hameaux tenant compte de l'application de la Loi Montagne, de l'application de la séquence « éviter-réduire-compenser », des futures orientations du SCOT entre autre.

Permettre la gestion d'équipements collectifs particuliers, notamment, en limite avec VIUZ-EN-SALLAZ, secteur où est implantée la station d'épuration intercommunale.

Gérer plusieurs bâtiments historiques bénéficiant ou non de protection :

- Prieuré de Peillonex
- Eglise datée du XIIème siècle
- Château (domaine privé)
- Chapelle de Cenoche datée du XVIIIème siècle

Améliorer l'organisation des déplacements :

- Améliorer le fonctionnement de la desserte routière et de l'accessibilité sur certaines parties du territoire communal : sécurisation des intersections entre voirie communale et voirie départementale, réalisation de trottoirs pour accéder aux arrêts de bus, ...

### **Sur le thème : Économie durable**

Poursuivre la dynamique commerciale et de services qui a été impulsée au CENTRE-VILLAGE ;

Soutenir et préserver les activités industrielles sur le secteur de CHEZ BIOLLUZ ;

Inciter à un tourisme de proximité durable autour du patrimoine bâti historique

- En engageant la réflexion concernant une révision du périmètre de protection autour du prieuré de PEILLONNEX
- En préservant les chemins de randonnée identifiés au PDIPR

Poursuivre les travaux liés à la desserte électrique et numérique de la Commune

Soutenir les activités sportives et de loisirs du centre équestre.

### **Sur le thème : Services et solidarité**

Maintenir dans la limite de la capacité des services communaux l'accès à l'éducation, à la culture, aux activités sportives et de loisirs

3°) que la révision porte sur l'ensemble du territoire communal ;

4°) de demander l'association des services de l'État conformément à l'article L.123-7 du Code de l'Urbanisme ;

5°) que les personnes et organismes listés à l'article L.123-8 du Code de l'urbanisme seront consultés à leur demande au cours de la procédure de révision du POS valant élaboration du PLU ;

6°) de définir comme suit les modalités de la concertation avec la population au titre des articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme :

- deux (2) réunions publiques annoncées par voie de presse et sur le site internet de la commune,
- une information relative au lancement de la révision du POS valant élaboration du PLU dans le bulletin municipal,
- l'édition d'un « petit journal » spécialement dédié à la révision du POS valant élaboration du PLU,
- une information sur notre site Internet et celui de la CC4R,
- mise à disposition d'un recueil en mairie permettant aux associations et à la population de formuler des observations et des propositions pendant toute la durée de la procédure de révision du POS valant élaboration du PLU.

7°) d'autoriser le maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision du POS valant élaboration du PLU ;

8°) de solliciter l'État, conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme, afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du POS valant élaboration du PLU (articles L.1614-1 et L.1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales) ;

9°) que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du POS valant élaboration du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;

Conformément aux dispositions des articles L.121-4, L.123-6, L.123-8 et R.123-16, la présente délibération sera notifiée aux personnes et organismes suivants :

- Le Préfet de Haute-Savoie,
- Le Président de la Région Auvergne Rhône-Alpes,
- Le Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie,
- Le Président du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale des Trois Vallées,
- Le Représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation de la mobilité,
- Le Président de la Communauté de Communes des 4 Rivières,
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Haute-Savoie,
- Le Président de la Chambre des métiers de Haute-Savoie,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture de Haute-Savoie,
- Les Maires des communes limitrophes,
- Les Présidents des EPCI limitrophes,

Par ailleurs, les différentes personnes listées à l'article L.123-8 du Code de l'urbanisme seront consultées à leur demande au cours de la procédure de révision du POS valant élaboration du PLU.

**APPROUVE** les objectifs de révision du POS valant élaboration du PLU tels que rappelés et précisés ci-dessus ainsi que les modalités de la concertation.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département, conformément aux articles R.123-24 et R.123.25 du Code de l'Urbanisme.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

074-217402098-20151215-D069-2015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/12/2015

Publication : 17/12/2015

Ainsi fait et délibéré les jours mois et an que dessus  
Au registre sont les signatures  
Extrait certifié conforme  
Le Maire, Daniel TOLETTI

